

BRÉSIL

C'est en poursuivant la lutte contre la torture qu'il pourra être mis fin à la récurrence de la violence

Index AI : AMR 19/007/2005

ÉFAI

Lundi 14 mars 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International condamne vigoureusement le viol dont aurait été victime une enseignante prise en otage lors d'une mutinerie dans le quartier de détention des mineurs de Franco da Rocha à São Paulo le week-end du 12 et 13 mars 2005. Il ne fait pas de doute que les autorités doivent enquêter sur ces faits, poursuivre les personnes soupçonnées de ces agissements et punir les auteurs avérés de ce crime.

Cependant, il ne faudrait pas que cet événement et la série d'émeutes et d'évasions qui ont eu lieu pendant ces deux jours dans des unités de détention de la Fondation brésilienne pour la protection des mineurs ne servent de prétexte pour battre en brèche la lutte contre la torture au sein du système carcéral pour mineurs à São Paulo. Ces faits doivent être replacés dans le contexte de déshumanisation qui caractérise depuis trop longtemps cette structure. Les années de travail des organisations non gouvernementales, du ministère public et de nombreuses associations pour rendre plus humains les centres de détention pour mineurs ne doivent pas être balayées du jour au lendemain pour répondre aux appels en faveur de conditions plus sévères pour les délinquants mineurs qui vont certainement être lancés.

Pour éviter que de tels événements tragiques ne se reproduisent à l'avenir, il faut qu'à São Paulo les autorités poursuivent leurs efforts en vue de l'éradication de la torture et des atteintes aux droits humains au sein du système. Ce n'est qu'à ce prix que la spirale de la violence et de l'anarchie pourra être brisée. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>